

DE L'ANTICOMMUNISME

L'histoire du xxe siècle relue par Nolte, Furet et Courtois

[Enzo Traverso](#)

L'Harmattan | « L'Homme & la Société »

2001/2 n° 140-141 | pages 169 à 194

ISSN 0018-4306

ISBN 2747509443

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2001-2-page-169.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

De l'anticommunisme

L'histoire du XX^e siècle relue par Nolte, Furet et Courtois

Enzo TRAVERSO

Le phénomène a été maintes fois souligné : au lieu d'amorcer une historisation du XX^e siècle dépassionnée et « désidéologisée », la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide ont été à l'origine d'une nouvelle vague anticommuniste. Un anticommunisme « militant », combatif, d'autant plus paradoxal que son adversaire a cessé d'exister. Paris en est la capitale. Il a connu ses moments forts avec la parution du *Passé d'une illusion* de François Furet, en 1995, et du *Livre noir du communisme*, dirigé par Stéphane Courtois, deux années plus tard, des ouvrages dont l'écho est loin d'être éteint¹. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la redécouverte d'un historien pendant longtemps marginalisé, voire jugé infréquentable, comme Ernst Nolte, dont l'ouvrage le plus controversé, *La guerre civile européenne*, vient de paraître en traduction française, treize ans après son édition allemande originale².

La juxtaposition de ces historiens exige néanmoins une explication. Ils n'appartiennent ni aux mêmes contextes nationaux et culturels ni aux mêmes générations intellectuelles et la qualité de

1. François FURET, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Laffont/Calmann Lévy, 1995 ; Stéphane COURTOIS (éd.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1997. Ces deux livres ont été réédités en collection de poche.

2. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, préface de Stéphane Courtois, Paris, Éditions des Syrtes, 2000 (éd. or. *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. National-Sozialismus und Bolchewismus*, Ullstein, Propyläen Verlag, Francfort sur le Main, Berlin, 1987).

L'Homme et la Société, n° 140-141, avril-septembre 2001

leur œuvre n'est pas comparable. La correspondance entre Nolte et Furet, ainsi que la préface de Courtois à l'édition française de *La guerre civile européenne* tissent cependant un réseau d'affinités et explicitent une sorte de front commun dans le débat historico-politique actuel. Le fait est que, au-delà de leurs différences méthodologiques, leurs combats d'historiens « engagés » convergent sur un point essentiel : l'anticommunisme érigé en paradigme historique, en clef d'interprétation du XX^e siècle. Sur le banc des accusés, la Révolution russe dénoncée comme la première étape des totalitarismes modernes.

Nolte fait figure de précurseur de cette vague anticommuniste, puisque son offensive remonte à l'éclatement du *Historikerstreit*, au milieu des années quatre-vingt. Ancien élève de Martin Heidegger, il appartient à une tradition intellectuelle conservatrice qui possède, en Allemagne, ses lettres de noblesse. Mais il en est le dernier rejeton, à une époque où elle ne possède plus sa grandeur démoniaque et ses tons apocalyptiques retentissent comme l'écho lointain d'un âge révolu. Aujourd'hui, cette culture a abandonné ses penchants radicaux et s'accommode bien du néo-libéralisme. Après la Seconde Guerre mondiale, il ne reste, de la « Révolution conservatrice », que l'orgueil national blessé, parfois le ressentiment nationaliste, sinon, plus simplement, une vision apologétique du passé allemand. Ces traits — on le verra — marquent l'ensemble de l'œuvre d'Ernst Nolte, mais essayons d'abord de résumer ses thèses³.

Nolte n'est certes pas le premier à avoir placé le XX^e siècle sous le signe de la *guerre civile*, d'abord européenne, puis mondiale. Ernst Jünger et Carl Schmitt — qu'il ne cite pas — avaient déjà fait usage du concept de *Welbürgerkrieg*. Jünger en 1942, lors de son passage sur le front oriental, dans une réflexion livrée à ses *Journaux de guerre*⁴. Schmitt dans un ouvrage de l'après-guerre,

3. Sur l'itinéraire intellectuel de Nolte, cf. Hans-Christof KRAUS, « L'historiographie philosophique d'Ernst Nolte », *La Pensée politique*, 1994, p. 59-87. Sur la tendance historiographique conservatrice allemande dont il est le principal représentant, cf. Karl-Heinz ROTH, « Revisionistische Tendenzen in der historischen Forschung über den deutschen Faschismus », *Geschichtsrevisionismus. Die Wiedergeburt der Totalitarismustheorie*, Hamburg, Konkret, 1999, p. 15-48.

4. Ernst JÜNGER, *Journaux de guerre* [1958], Paris, Julliard, 1990, p. 373.

Der Nomos der Erde, consacré à la crise du *Jus Publicum Europæum*, l'ordre international né avec la Réforme et mort dans les spasmes des guerres totales de notre époque. Dans sa perspective, la guerre civile devenait le triomphe du politique conçu comme lieu d'un affrontement « existentiel » entre l'*ami* et l'*ennemi*⁵. Ce concept a ensuite été utilisé par des historiens aux antipodes de Nolte, tels Eric J. Hobsbawm (qu'il cite dans sa postface⁶), Arno J. Mayer et Dan Diner, qui ont étudié la période 1914-1945 comme achèvement d'une moderne « guerre des Trente Ans », en soulignant jusqu'à quel point la Seconde Guerre mondiale fut un conflit militaire, géopolitique et idéologique à la fois, où s'opposaient non seulement des grandes puissances mais aussi des visions du monde⁷. Or, à la différence de tous ces auteurs, Nolte ne date pas le début de cette guerre en 1914, avec l'effondrement de l'ancien ordre européen, l'éclatement d'une guerre mondiale, l'ouverture d'un cycle de révolutions et de contre-révolutions et la brutalisation de la vie politique qui seront à l'origine des totalitarismes modernes. Pour Nolte, la « guerre civile européenne » date de 1917, avec la révolution russe qui fut suivie, deux ans plus tard, grâce à la fondation du Komintern, par la naissance d'un « parti de la guerre civile mondiale⁸ ». C'est la thèse bien connue qui, en 1986, avait mis le feu aux poudres chez les historiens allemands : l'interprétation d'Auschwitz comme la « copie », certes radicale et outrancière, voire « singulière », mais néanmoins dérivée, d'une barbarie « asiatique » originellement introduite en Occident par le bolchevisme. Comment expliquer les crimes nazis, perpétrés par un régime issu d'une nation européenne, moderne et civilisée ? La réponse, selon Nolte, se trouve dans le traumatisme provoqué en Allemagne par la révolution d'Octobre. Premier exemple d'un

5. Carl SCHMITT, *Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europæum* [1950], Berlin, Duncker & Humblot, 1974.

6. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 608-609 ; Eric J. HOBBSAWM, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle 1914-1991* [1994], Bruxelles, Complexe, p. 197.

7. Arno J. MAYER, *La « Solution finale » dans l'Histoire*, [1988], Paris, La Découverte, 1990, p. 50-51 et *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, [1981], Paris, Flammarion, 1983, p. 12 ; Dan DINER, *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung*, Munich, Luchterhand, 1999, p. 21-25.

8. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 27, 583, 594.

régime totalitaire pratiquant, dès le début de la guerre civile russe, une politique de terreur et d'« extermination de classe », le bolchevisme aurait agi sur l'imaginaire allemand à la fois comme « repoussoir » (*Schreckbild*) et comme « modèle » (*Vorbild*⁹). Les pratiques criminelles et génocidaires du national-socialisme seraient donc explicables comme réaction « exacerbée » à une menace d'anéantissement incarnée par le bolchevisme russe. L'antisémitisme nazi n'est, à ses yeux, qu'« une espèce particulière d'antibolchevisme » et le génocide juif rien d'autre que « l'image inversée de l'extermination, elle aussi tendancielle, d'une *classe mondiale* par les bolcheviks¹⁰ ». Afin d'argumenter sa thèse, Nolte rappelle un fait incontestable, la présence massive des Juifs dans le mouvement communiste russe et international. Puisqu'on tenait les Juifs pour responsables des massacres perpétrés par le bolchevisme (la destruction de la bourgeoisie), on tira la conclusion « qu'il fallait, à titre de représailles et à titre préventif, [les] exterminer¹¹ ». Donc, Auschwitz s'explique par le Goulag, le « précédent logique et factuel », avait-il écrit en 1986, des crimes nazis¹².

Il est significatif de constater que, dans la reconstruction « génétique » du totalitarisme esquissée par Nolte, la collectivisation des campagnes soviétiques du début des années trente joue un rôle très marginal. La mort de plusieurs millions de paysans ukrainiens et russes à cause de la famine et des déportations compte somme toute beaucoup moins, aux yeux de l'historien allemand, que les violences de la guerre civile des années vingt. Mais Nolte fait l'économie d'une analyse approfondie et sérieuse de cette guerre (il faudra, pour cela, attendre les travaux d'historiens comme Orlando Figes ou Nicolas Werth¹³). À la différence de ses admirateurs français, il ne dresse pas une comptabilité des victimes. On dirait même que les horreurs

9. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, *op. cit.*, p. 45.

10. Ernst NOLTE, *ibidem*, p. 557-558.

11. Ernst NOLTE, *ibidem*, p. 541.

12. Ernst NOLTE, « Un passé qui ne veut pas passer », *Devant l'Histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Éditions du Cerf, 1988, p. 34.

13. Cf. Orlando FIGES, *A People's Tragedy. The Russian Revolution, 1891-1924*, Londres, Cape, 1996 ; Nicolas WERTH, « Un État contre son peuple », *Le livre noir du communisme*, *op. cit.*, p. 49-295.

bien réelles de ce conflit ne l'intéressent guère, moins en tout cas que ses fantasmes. Sa thèse sur le caractère fondateur de la violence bolchevique et sur l'origine dérivée et « réactive » du national-socialisme repose sur des bases extrêmement fragiles et pour le moins discutables : il prend pour argent comptant les récits — non vérifiés — de la propagande contre-révolutionnaire au sujet des tortures pratiquées par une fantomatique « Tcheka chinoise », en exhumant notamment l'histoire affreuse de la « cage aux rats » (*Rattenkäfig*) qui avait déjà été rendue célèbre par Orwell dans *1984*¹⁴. Sa source essentielle est le livre du social-révolutionnaire russe exilé Sergueï Melgounov, paru à Berlin en 1924 et en français trois ans plus tard, qui cite de longs extraits du livre d'un autre exilé, R. Nilostonsky, non sans avoir préalablement mis en garde contre les « exagérations » et les excès qui le caractérisent¹⁵. Passant au crible les sources de Nolte, l'historien Hans-Ulrich Wehler a replacé le récit de Nilostonsky dans son contexte : une brochure parue à Berlin en 1920, *Der Blutrausch des Bolschewismus (L'ivresse sanglante du bolchevisme)*, et consacrée aux atrocités perpétrées par la Tcheka. Les conclusions auxquelles elle parvient sont fort éloquentes : « Derrière l'imposture communiste de Moscou, il y a le triomphe de l'impérialisme juif mondial qui, selon les thèses du congrès sioniste, doit se réaliser par l'extermination sans pitié de la population chrétienne¹⁶. » Repris par le quotidien nazi, le *Völkischer Beobachter*, puis par un pamphlet de propagande d'Alfred Rosenberg (*Pest in Russland*), ce récit, uni à de nombreuses citations témoignant de la violence de la propagande bolchevique de l'époque, constitue la base « documentaire » essentielle des thèses de Nolte sur l'antisémitisme nazi et sur la

14. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne, op. cit.*, p. 142-143.

15. Sergueï P. MELGUNOV, *La terreur rouge en Russie 1918-1924*, Paris, Payot, 1927, p. 144.

16. R. NILOSTONSKI, *Der Blutrausch des Bolschewismus. Berichte eines Augenzeugen*, Berlin, 1920, p. 48, cité in Hans-Ulrich WEHLER, *Entsorgung der deutschen Vergangenheit? Ein polemischer Essay zum « Historikerstreit »*, Munich, C.H. Beck, 1988, ch. IV. La première version du récit de la « cage aux rats » est due à Octave MIRBEAU (*Le jardin des supplices* [1899], Paris, UGE, 1986, p. 216-218), comme l'indique Alain BROSSAT qui a rétabli la généalogie littéraire de ce récit dans un chapitre (« La part du fantasme ») de *L'épreuve du désastre. Le XX^e siècle et les camps*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 357-372.

nature « préventive » de la guerre d'extermination menée par le national-socialisme contre l'URSS.

Cette collecte de citations ne prouve pas une thèse, mais restitue une atmosphère. Grâce à la richesse de sa documentation, le livre de Nolte présente un certain intérêt comme étude sur la perception du bolchevisme dans l'Allemagne nazie. Ce qui est frappant, c'est son manque total de distance critique par rapport à cette « image de l'ennemi ». Après avoir défini le nazisme comme une forme de bolchevisme renversé, la reconstruction qu'il propose de l'histoire de ce dernier semble directement empruntée à la littérature contre-révolutionnaire circulant dans l'Allemagne des années trente, dont il reproduit la peur et les phobies irrationnelles¹⁷. Il saisit un aspect essentiel du national-socialisme, c'est-à-dire sa nature de mouvement contre-révolutionnaire, né comme réaction à la révolution russe et au spartakisme, comme antimarxisme et comme anticommunisme militants. Cela est vrai du fascisme, de Mussolini avant Hitler, et, plus en général, de la contre-révolution, toujours inextricablement, « symbiotiquement » liée à la révolution. Octobre 1917 marqua un traumatisme profond au sein de la bourgeoisie européenne, sans doute comparable à celui qui affecta l'aristocratie après 1789. L'effroi et la peur provoqués chez les classes dominantes par la dictature des soviets — et aussi, en Europe centrale, par les éphémères expériences révolutionnaires qui la suivirent, de la révolte spartakiste à Berlin aux républiques des conseils en Bavière et en Hongrie, en 1919 — furent certes considérables. Mais le fait que le national-socialisme prit son essor en tant que mouvement contre-révolutionnaire ne signifie pas que son antisémitisme naquit avec la contre-révolution. Ce ne fut pas le bolchevisme qui engendra l'antisémitisme nazi, car ce dernier avait des racines bien solides dans la tradition du nationalisme *völkisch* qui imprégnait depuis des décennies les différents courants de la culture conservatrice allemande¹⁸. L'antisémitisme hitlérien prit forme, à Vienne, au début du siècle, à une époque où il ne pouvait pas encore être contaminé par l'anticommunisme, ni effrayé par la

17. Cet aspect est bien saisi par Pier Paolo POGGIO, *Nazismo e revisionismo storico*, Roma, Manifesto libri, 1997, p. 135.

18. « Contrairement à ce que l'on prétend parfois — a écrit à ce sujet Ian KERSHAW —, l'antisémitisme de Hitler ne s'est pas nourri de son antibolchevisme, mais l'a précédé de longue date. » (*Hitler. 1889-1936 : Hubris*, Paris, Flammarion, 1999, p. 239).

présence des Juifs dans la révolution russe et dans les soulèvements politiques d'Europe centrale.

La contre-révolution — cela est vrai depuis 1789 — ne se limite pas à « restaurer » l'ancien ordre ; elle « transcende » le passé, prenant une dimension moderne, visant à bâtir un ordre social et politique nouveau, agissant comme une « révolution contre la révolution ¹⁹ ». D'où la rhétorique révolutionnaire des fascismes, très frappante en Italie comme en Allemagne. Mais le contenu de la contre-révolution mobilise et élabore des éléments plus anciens. Si le mouvement nazi prit forme sous la république de Weimar, son idéologie se nourrissait d'un ensemble d'éléments qui existaient déjà avant la Première Guerre mondiale et la révolution russe, réélaborés et radicalisés dans le contexte créé par la défaite et l'essor du communisme. Aucun courant du nationalisme allemand n'avait envisagé, avant 1914, le remodelage biologique de l'Europe. Si le national-socialisme y parvint, ce ne fut pas le fait de la révolution d'Octobre, mais de son ancrage à la culture allemande et européenne du XIX^e siècle, dont il avait hérité l'impérialisme, le pangermanisme, le nationalisme, le racisme, l'eugénisme et l'antisémitisme « rédempteur ». L'antibolchevisme s'y ajoutait et les radicalisait, sans les créer pour autant ²⁰.

19. Cf. Arno J. MAYER, *Dynamics of Counterrevolution in Europe 1870-1956. An Analytic Framework*, New York, Harper & Row, 1971, p. 33. L'expression « Révolution contre la révolution » est due à Mark NEOCLEOUS, *Fascism*, Open University Press, Buckingham, 1997, ch. III et IV. HOBBSAWM parle de « révolutionnaires de la contre-révolution », *L'âge des extrêmes*, *op. cit.*, p. 106, 164. La nature « révolutionnaire » du fascisme a été largement étudiée par Zeev STERNHELL, *La droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Gallimard, 1997 (2^e éd.) et George L. MOSSE, *The Fascist Revolution*, New York, Howard Fertig, 1999.

20. Il faut d'abord remarquer que cette thèse de Nolte révisé et modifie substantiellement l'interprétation du fascisme de ses travaux précédents. Dans son premier ouvrage de 1963 consacré à l'Action française, au fascisme italien et au national-socialisme allemand, il recherchait les origines de ces mouvements dans la tradition contre-révolutionnaire du XIX^e siècle (*Le fascisme dans son époque*, Paris, Julliard, 1970, 3 vol) ; dans un autre ouvrage paru quelques années plus tard, il excluait explicitement une filiation bolchevique du fascisme, en soulignant ses origines dans la rupture historique de la Grande Guerre et en précisant que, dans le vocabulaire marxiste, la liquidation de la bourgeoisie en tant que classe ne signifiait pas l'extermination physique de ses membres (Ernst NOLTE, *Les mouvements fascistes. L'Europe de 1919 à 1945*, [1968], Paris, Calmann-Lévy, 1969, p. 18, 31). C'est ce que rappelle Jean-Jacques Becker, en évoquant le témoignage d'une grande figure du libéralisme français, Élie Halévy, contre

À la différence de la Révolution française qui, propagée par les armées napoléoniennes, fut effectivement à l'origine d'une « guerre civile européenne », la Révolution russe connut, après l'échec des soulèvements en Europe, un processus d'« intériorisation ». Née d'une guerre mondiale, elle déboucha sur une guerre civile interne et, à plus long terme, sur le stalinisme : un régime politique qui ne donna pas l'assaut au capitalisme mondial — il cherchera plutôt un *modus vivendi* avec ce dernier — mais déclencha une guerre sociale interne contre la paysannerie et contre le monde russe traditionnel. Hitler considérait sans doute l'URSS comme une dictature de classe, mais son image de l'ennemi était filtrée par une vision du monde basée sur les catégories de l'eugénisme et de la biologie raciale. Si l'URSS incarnait la menace d'une révolution destructrice, ce n'était pas en tant qu'avant-garde du prolétariat mondial mais en tant que produit d'une alliance néfaste de l'intelligentsia juive avec la « sous-humanité slave »²¹. Le nazisme percevait le communisme comme un ennemi mortel en tant que force antinationale dont le prolétariat n'était que la base sociale. Le génocide juif ne fut pas conçu comme réponse à une prétendue extermination de classe, mais bien davantage, en termes social-darwinistes, comme une étape nécessaire de la sélection naturelle, de la lutte pour la vie et pour la conquête du *Lebensraum* allemand. La fusion syncrétique, réalisée par le national-socialisme, de trois combats — contre le monde slave, contre le communisme et contre les Juifs — en une seule guerre de conquête et d'extermination²², semble plutôt suggérer que son « modèle » ne fut pas le bolchevisme, mais les guerres coloniales du XIX^e siècle, conçues par les impérialismes européens comme appropriation de l'« espace vital », pillage des richesses des territoires occupés, soumission à l'état d'esclaves des populations autochtones, destruction des « races inférieures ». Ces guerres furent souvent des campagnes d'extermination menées avec le fanatisme, l'esprit de croisade et la conviction d'accomplir une « mission civilisatrice » typiques des armées conquérantes. « Exterminez-les comme des brutes ! », voilà un mot d'ordre déjà

Stéphane Courtois, qui reprend en bloc la thèse du dernier Nolte (Jean-Jacques BECKER, « Quelques remarques à propos du *Livre noir* », *Communisme*, 1999, n° 59-60, p. 27).

21. Dan DINER, *Das Jahrhundert verstehen*, op. cit., p. 53, 219.

22. Arno J. MAYER, *La « Solution finale » dans l'Histoire*, op. cit., p. 114.

expérimenté par les Européens en Afrique, au cours du XIX^e siècle, avant d'être adopté par les nazis en Pologne, en Ukraine et dans la Russie blanche pendant la Seconde Guerre mondiale²³. C'est Nolte lui-même qui souligne, contre sa propre thèse, cet aspect essentiel de la guerre allemande sur le front oriental, lorsqu'il rappelle l'aspiration de Hitler à transformer le monde slave en une sorte d'« Inde allemande » et cite le témoignage du Commissaire du Reich Erich Koch qui affirmait avoir mené en Ukraine une guerre coloniale, « comme chez les nègres²⁴ ». En analysant certains discours de Hitler de 1942, Domenico Losurdo a avancé l'hypothèse selon laquelle, dans la vision géopolitique du nazisme, l'Allemagne devait faire de l'Est européen son Afrique et son Far West²⁵. Si la Révolution russe contribua à radicaliser la réaction en Europe et fut un des éléments à l'origine du fascisme, le laboratoire des crimes nazis ne doit pas être recherché dans la Russie bolchevique mais dans l'Occident libéral. Il est inutile d'ajouter que le nouveau paradigme anticommuniste ignore totalement cette généalogie historique (ce que, dans le langage de Nolte, on pourrait bien appeler un « nœud causal » ou « un précédent logique et factuel »).

Ces antécédents de la guerre exterminatrice national-socialiste permettent d'éclairer certaines différences essentielles qui le séparent des violences du stalinisme. On peut reconnaître une part de vérité dans la remarque de Nolte selon laquelle l'Allemagne nazie ferait presque figure de *Rechtsstaat* à côté de l'URSS de Staline²⁶. Cela implique, bien entendu, de définir le Reich allemand comme un État fondé sur un ordre légal et non pas comme un « État de droit » au sens libéral du terme. L'image hobbesienne de *Béhémot*, le monstre biblique exhumé par Franz Neumann afin de décrire l'Allemagne nazie, « un non-État, un

23. Sven LINDQVIST, *Exterminez toutes ces brutes. L'odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen*, Paris, Le Serpent à Plume, 1998, p. 186, 207-209, 212. Hannah ARENDT avait aussi présenté le racisme et les « massacres administratifs » perpétrés au XIX^e siècle par les puissances coloniales européennes en Afrique et en Asie comme un laboratoire des génocides nazis (*Les origines du totalitarisme. II. L'impérialisme* [1951], Paris, Fayard, 1982, p. 168).

24. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 545.

25. Domenico LOSURDO, *Il revisionismo storico. Problemi e miti*, Rome, Laterza, 1996, p. 212-216.

26. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 453-463.

chaos, un règne de non-droit et de l'anarchie²⁷ », s'appliquerait sans doute davantage à l'URSS stalinienne qu'au régime nazi. L'URSS était née d'une révolution qui avait substantiellement altéré la structure de classe de la société. À la différence de l'Allemagne, où les élites économiques, sociales, bureaucratiques et militaires n'avaient pas été touchées, cette révolution avait « égalisé » la population vis-à-vis du pouvoir. Dans la mesure où le régime politique reposait sur une nouvelle structure sociale, dans laquelle le statut et les privilèges traditionnels avaient été abolis, personne n'était à l'abri de la répression et des déportations. À l'époque de la Grande Terreur, chaque koulak pouvait devenir un ennemi du socialisme, chaque membre du parti pouvait cacher un espion, chaque technicien pouvait être un saboteur, tout ex-menchevik devenait un contre-révolutionnaire, tout vieux membre du parti pouvait être soupçonné de trotskisme, donc être condamné comme traître, etc. En Allemagne, en revanche, la violence du régime était strictement codifiée et ne visait, au-delà des opposants politiques, que des catégories de la population qualifiées d'étrangères au *Volk* allemand et d'ennemies de la « race aryenne » (Juifs, Tziganes, handicapés, homosexuels, etc.). À la différence des antifascistes, persécutés à cause de leurs actes, la « faute » de ces groupes découlait directement de leur existence. L'ordre politique correspondant à une telle hiérarchisation biologicoraciale de la société était certes inhumain, mais pas forcément irrationnel ou chaotique. Autrement dit, la terreur ne menaçait pas la société dans son ensemble. Les génocides nazis n'exigeaient pas un système totalitaire plus achevé ou plus performant que celui de Staline (les historiens fonctionnalistes ont d'ailleurs bien montré les contradictions de la « polycratie » nazie), ils tenaient plutôt à une logique raciste et biologique qui n'avait aucun rapport avec celle du stalinisme²⁸. D'un côté un État policier, une répression aveugle, un encadrement totalitaire de la société, l'exploitation « militaro-féodale » de la paysannerie, la déportation des peuples jugés « non fiables » ou accusés, selon des critères paranoïaques, de collaboration avec l'ennemi ; d'autre part, une société mise au

27. Franz NEUMANN, *Béhémoth. Structure et pratique du national-socialisme 1939-1945* [1942], Paris, Payot, 1987, p. 9.

28. Dan DINER, « Nazism and Stalinism : On Memory, Arbitrariness, Labor, and Death », *Beyond the Conceivable. Studies on Germany, Nazism, and the Holocaust*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 195-197.

pas et modelée selon des lignes ethnico-raciales, puis une guerre coloniale pour la conquête de l'« espace vital » allemand dans le monde slave et une guerre d'extermination raciale contre les Juifs d'Europe, les deux convergeant dans l'anéantissement du « judéo-bolchevisme ».

Ces logiques foncièrement distinctes du stalinisme et du nazisme excluent l'hypothèse d'un « nœud causal » entre ces deux systèmes politiques. Elles relativisent aussi la portée du concept de totalitarisme, fondé sur leurs analogies formelles. Tant l'interprétation libérale (Furet) que l'interprétation « génétique » (Nolte) du totalitarisme occultent une des sources essentielles du national-socialisme : l'eugénisme, avec ses projets de purification raciale, voire d'euthanasie, dont l'Europe libérale fut un laboratoire, dès la fin du XIX^e siècle²⁹.

À l'intérieur d'un tel dispositif argumentatif, tout comparatisme prend inévitablement une saveur apologétique. Dans son livre, Nolte fait un usage très large et assez peu rigoureux du concept de génocide. Il reconnaît bien le statut particulier des « génocides de Hitler », ce qui ne l'empêche pas d'utiliser cette catégorie pour l'ensemble des violences de la Seconde Guerre mondiale. Il attribue ainsi une intention « ouvertement génocidaire » à Churchill, en citant certains passages d'une lettre à lord Beaverbrook de juillet 1940, où il est question des moyens à employer dans la guerre contre l'Allemagne nazie ; il définit la déportation des « peuples punis » pratiquée en URSS pendant la guerre comme des « massacres ethniques à titre préventif et répressif » ; il qualifie enfin de « guerre d'extermination quasi exclusive » la guerre menée par les Alliés anglo-américains contre l'Allemagne, tout en caractérisant comme un « assassinat ethnique » l'expulsion des populations allemandes installées à l'est de la ligne Oder-Neisse³⁰. Or, le problème posé par ces comparaisons ne tient pas seulement au fait qu'elles tendent à effacer toute distinction entre un génocide — l'extermination

29. Cf. S. KÜHL, *The Nazi Connection : Eugenics, American Racism, and German National Socialism*, New York, Oxford University Press, 1994, et Gianni MORIANI, *Il secolo dell'odio. Conflitti razziali e di classe nel Novecento*, Venezia, Marsilio, 1999, p. 50-60 ; voir aussi Peter WEINDLING, *Health, Race and German Politics between National Unification and Nazism, 1870-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 (trad. fr. partielle Paris, La Découverte).

30. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne, op. cit.*, p. 542-543.

planifiée d'un groupe humain — et le déplacement forcé d'une population, aussi autoritaire, totalitaire, inhumain et condamnable soit-il, ou encore entre un génocide et des crimes de guerre (catégorie dans laquelle on pourrait insérer les bombardements de la population civile allemande entre 1942 et 1945) ; le problème tient au fait que, dans le dispositif argumentatif de Nolte, ces comparaisons visent à expliquer tant la guerre nazie que Auschwitz comme une guerre et comme un génocide préventifs, découlant d'un régime menacé d'anéantissement³¹.

On se souvient de la critique d'Habermas, qui avait présenté la thèse de Nolte comme « une manière de liquider les dommages » (*ein Art Schadenabwicklung*³²), grâce à laquelle l'historien conservateur évacuait tout ce que Auschwitz doit à l'histoire allemande et européenne, pour l'annexer, quoique de façon indirecte, aux crimes du communisme. Saul Friedländer a saisi dans la thèse de Nolte une tentative de modifier radicalement la perspective historique afin de déplacer en bloc l'Allemagne nazie du côté des victimes³³. Non plus une société clivée entre un noyau d'exécuteurs, une couche plus ou moins large de complices et, sauf une minorité d'opposants, une grande majorité de témoins passifs, mais un seul bloc de victimes, identifié à un régime qui s'égarait dans son effort de modifier un tel état des choses. Toute la réflexion développée par Karl Jaspers en 1945 sur la « question de la faute allemande » (une question que l'on pourrait facilement étendre à l'ensemble des pays occupés par le III^e Reich) a été balayée d'un seul coup par Nolte. Jaspers distinguait différentes formes de culpabilité — la faute pénale des exécuteurs, la faute politique des forces organisées et des institutions qui ont soutenu le régime nazi, la faute individuelle des complices, la faute « métaphysique » de ceux qui ont accepté sans résister et qui se sont accommodés d'un régime criminel — qui étaient la source, à

31. La thèse défendue par Nolte de la « guerre préventive » a fait l'objet d'une critique approfondie par B. PIETROW, « Deutschland im Juni 1941: ein Opfer sowjetischer Agression? Zur Kontroverse über die Präventivkriegsthese », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 14, 1988, n° 1.

32. Jürgen HABERMAS, « Une manière de liquider les dommages », *ibidem*, p. 47-60.

33. Saul FRIEDLÄNDER, « A Conflict of Memories? The New German Debates about the « Final Solution » », *Memory, History, and the Extermination of the Jews of Europe*, Bloomington, Indiana University Press, 1993, p. 4-35.

ses yeux, d'une responsabilité historique que la nation devait assumer pour retrouver sa place au sein de la communauté internationale³⁴. L'interprétation de la « guerre civile européenne » proposée par Nolte place du côté des victimes l'ensemble de l'Allemagne, cible d'abord de la menace d'un soulèvement bolchevique dirigé depuis Moscou, puis d'une guerre d'extermination menée tant par l'URSS que par les forces alliées. C'est bien dans ce renversement de la perspective historique — le persécuteur transformé en victime — que se situe le *révisionnisme* de Nolte, un révisionnisme qui ne concerne pas un canon historiographique bien difficile à définir, mais plutôt *une conscience historique partagée*.

C'est aussi dans ce contexte qu'il faut placer la véritable banalisation du *négationnisme* sous-jacente au livre de Nolte, qui attribue aux représentants de ce courant des motivations « souvent honorables³⁵ ». Dans sa correspondance avec Furet, il n'hésite pas à écrire que le négationnisme « devrait être accepté comme un phénomène interne au développement scientifique³⁶ ». Furet ne pouvait évidemment pas partager une telle appréciation, ce qui ne semble pas pour autant l'avoir offusqué. Au-delà de leurs divergences d'interprétation, au demeurant considérables, il tenait à exprimer à son collègue allemand son estime et son admiration. En dépit des clivages culturels, politiques et historiographiques qui les séparaient, ils ont trouvé un terrain commun de rencontre, on dirait presque une « passion » partagée : l'anticommunisme, conforté par son corollaire, l'*anti-antifascisme*. Cela suffit largement à transformer toutes les divergences en un normal « débat d'idées ». Pour Nolte, l'antifascisme ne fut que le masque d'un régime totalitaire. À quelques nuances près, Furet partage cette analyse. Dans *Le passé d'une illusion*, l'antifascisme est réduit à une facette de l'idéologie stalinienne, un maquillage démocratique, une ruse grâce à laquelle, « à l'heure de la Grande Terreur, le bolchevisme se réinvente comme liberté par la vertu

34. Karl JASPERS, *La culpabilité allemande* [1946], Paris, Éditions de Minuit, 1990.

35. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne*, *op. cit.*, p. 552-553.

36. François FURET, Ernst NOLTE, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1999, p. 93.

d'une négation³⁷ ». On a l'impression, en lisant Furet, qu'il n'y aurait jamais eu d'antifascisme démocratique ni de communisme antistalinien.

Il y a cinquante ans, Herbert Marcuse mettait fin à une correspondance à peine amorcée avec Martin Heidegger, son ancien maître, dont l'attitude apologétique vis-à-vis du national-socialisme rendait tout dialogue impossible. Heidegger ne voyait aucune différence entre l'extermination des Juifs par le nazisme et l'expulsion par l'Armée rouge des Allemands vivant à l'est de la ligne Oder-Neisse³⁸. Il y a dix ans, lors du *Historikerstreit*, Habermas a été capable de la même indignation à l'égard de Nolte. Libéral blasé, Furet réservait à d'autres son mépris. Lorsque Nolte propose de donner aux négationnistes une légitimité scientifique, il exprime poliment son scepticisme ; rien qui puisse, même de très loin, rappeler le sarcasme et la force polémique avec lesquels il s'était attelé, il n'y a pas si longtemps, à démolir la « vulgate populiste-léniniste » d'Albert Soboul et de Claude Mazauric sur la Révolution française³⁹. François Furet essayait peut-être de se conformer à son grand modèle, Alexis de Tocqueville, lequel, dans ses *Souvenirs*, traitait les socialistes de canailles, mais qui, pendant toute sa vie, fut l'ami sincère et l'interlocuteur intellectuel de Gobineau, dont il ne partageait pourtant pas les vues racistes⁴⁰.

Dans l'avant-propos à l'édition française de *La guerre civile européenne*, Nolte définit le marxisme comme « une idéologie exterminatrice » et le bolchevisme, « son application pratique », comme « une réalité exterminatrice⁴¹ ». On ne trouve pas de formules aussi radicales chez Furet qui, dans le sillage de Raymond Aron, savait encore distinguer entre les camps de

37. François FURET, *Le passé d'une illusion, op. cit.*, p. 266. Je me permets, sur ce point, de renvoyer à mon étude « Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique », *Lignes*, 1998, n° 34, p. 119-137.

38. « Herbert Marcuse à Heidegger », *Les Temps Modernes*, 1989, n° 510, p. 1-4. Voir la correspondance complète (incluant les lettres de Heidegger) in Herbert MARCUSE, *Technology, War and Fascism*, Londres, Routledge, 1998, p. 261-268.

39. François FURET, « Le catéchisme révolutionnaire », *Penser la révolution française*, Paris, Folio-Gallimard, 1978, p. 133-207.

40. Alexis de TOCQUEVILLE, *Œuvres complètes*, vol. IX (*Correspondance d'Alexis de Tocqueville et d'Arthur de Gobineau*), Paris, Gallimard, 1959.

41. Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne, op. cit.*, p. 20.

concentration, dont la finalité était le travail forcé et la mort une conséquence des conditions faites aux déportés, et les camps d'extermination, conçus comme des centres de mise à mort administrative et industrielle⁴². Ce hiatus est implicitement effacé dans l'introduction de Stéphane Courtois au *Livre noir du communisme*, où il fixe une homologie structurale entre génocide « de classe » communiste et génocide « de race » nazi⁴³. Dans un essai plus récent, consacré au bilan du débat autour du *Livre noir*, Courtois va plus loin, en présentant la Loubianka, le siège du Guépéou au cœur de Moscou, comme « un centre de mise à mort » parfaitement comparable à Auschwitz, dont il ne différerait à ses yeux que par les méthodes employées (exécution de type « traditionnel » dans l'un, chambres à gaz dans l'autre⁴⁴).

Ce que nos trois historiens partagent, au-delà de ces nuances, c'est une même vision du communisme comme « idéocratie », comme régime dont l'évolution historique découlerait d'une essence idéologique. Son précédent historique est saisi, inévitablement, dans la Terreur jacobine. « Comme en 1793, écrit Furet dans *Le passé d'une illusion*, la Révolution tient tout entière dans l'idée révolutionnaire⁴⁵. » Pour Nolte c'est la Révolution française qui, « la première, fit passer dans la réalité l'idée d'exterminer une classe ou un groupe ». Les bolcheviks se seraient ainsi inspirés d'une « thérapeutique exterminationniste » élaborée d'abord par les révolutionnaires français⁴⁶. Courtois voit dans le « populicide » pratiqué par les Jacobins en Vendée, en 1793, le paradigme des massacres bolcheviques pendant la guerre civile russe⁴⁷. Depuis quelques années, nous assistons à un foisonnement de travaux qui présentent la guerre de Vendée comme un

42. Raymond ARON, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965, p. 298-299.

43. Stéphane COURTOIS, « Les crimes du communisme », *Le livre noir du communisme*, op. cit., p. 19.

44. Stéphane COURTOIS, « Le *Livre noir* et le travail historique sur le communisme », *Communisme*, 2000, n° 59-60, p. 109. Une position très proche avait été prise, lors du Historikerstreit, par le biographe de Hitler, Joachim FEST, « Le souvenir que nous leur devons », *Devant l'Histoire*, p. 85-86.

45. François FURET, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 84.

46. Ernst NOLTE, « Légende historique ou révisionnisme ? », *Devant l'Histoire*, p. 18-19.

47. Stéphane COURTOIS, « Les crimes du communisme », *Le livre noir*, op. cit., p. 18.

« génocide » — précurseur des violences bolcheviques, voire nazies⁴⁸ — et la Terreur jacobine comme l'expression d'une « idéocratie⁴⁹ ».

Le concept d'« idéocratie », formulé d'abord, dès la fin des années trente, par un des premiers théoriciens conservateurs du totalitarisme, l'exilé allemand Waldemar Gurian (un ancien élève de Carl Schmitt), fera son chemin au sein de l'historiographie libéral-conservatrice⁵⁰. Elle connut son apogée pendant la guerre froide, au début des années cinquante, grâce à l'historien israélien Jacob L. Talmon, qui saisissait les racines du totalitarisme moderne dans l'utopie démocratique radicale de Rousseau et Marx⁵¹. Ils ont été nombreux, dans cette perspective, à voir dans la pensée contre-révolutionnaire — notamment chez Edmund Burke — la première expression d'une critique du totalitarisme⁵². Les derniers pourfendeurs de l'« idéocratie » communiste sont les historiens américains Richard Pipes et Martin Malia. Dans le sillage d'Auguste Cochin, l'historien qui a aussi inspiré les travaux de Furet sur la Révolution française, Pipes compare les « sociétés de pensée » des Lumières aux cénacles de l'intelligentsia russe de la fin du XIX^e siècle pour souligner leurs affinités et conclure que là, dans la « terreur sèche » de ces mouvements intellectuels, furent

48. La thèse du génocide jacobin en Vendée a été défendue par Reynald SECHER, *La Vendée vengée*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, qui a développé sa comparaison avec le génocide juif dans un autre ouvrage, *Juifs et Vendéens. D'un génocide à l'autre*, Paris, Olivier Orban, 1991.

49. Cf. Patrice GUENIFFEY, *La politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000, et Alain GERARD, « Par principe d'humanité ». *La Terreur et la Vendée*, Paris, Fayard, 2000, avec une préface d'Alain Besançon qui théorise la continuité du jacobinisme et du bolchevisme. Pour une bonne présentation de tout ce débat, cf. Jean-Clément MARTIN, « À propos du génocide vendéen », *Sociétés contemporaines*, n° 39, 2000, p. 23-38.

50. Waldemar GURIAN, « Totalitarianism as Political Religion », in Carl J. FRIEDRICH (ed.), *Totalitarianism*, Cambridge, Harvard University Press, 1953, p. 123.

51. Jacob L. TALMON, *Les origines de la démocratie totalitaire* [1951], Paris, Calmann-Lévy, 1966.

52. Pour une analyse de la pensée de Burke comme critique *ante litteram* du totalitarisme moderne, cf. Robert NISBET, « 1984 and the Conservative Imagination », in Irving HOWE (ed.), *1984 Revisited*, New York, Harper & Row, 1983, p. 180-206. Il faut rappeler à ce propos que Hannah ARENDT saisissait une des sources du totalitarisme dans la critique de la philosophie des droits de l'Homme élaborée par Burke (*Les origines du totalitarisme. L'impérialisme, op. cit.*, p. 286-292).

jetées les bases de la « terreur sanglante » des dictatures révolutionnaires, la jacobine comme la bolchevique⁵³. Dans cette logique, le Comité de Salut public découle de l'*Encyclopédie* comme la Tchéka des cercles populistes et sociaux-démocrates russes d'avant 1917. Quant à la Terreur blanche — dont les victimes se comptent par centaines de milliers entre 1918 et 1922 —, elle ne joue aucun rôle dans l'interprétation de Pipes. « La Terreur s'enracine dans les convictions jacobines de Lénine », écrit-il, en ajoutant qu'elle s'exprime dans la volonté « d'exterminer physiquement la bourgeoisie ». Le mot entre guillemets n'est pas le verbe, exterminer, mais le complément d'objet, la bourgeoisie, une notion incluant non seulement une classe sociale mais, plus en général, tous « ceux qui, quel que fût leur statut social et économique, s'opposaient à la politique bolchevique⁵⁴ ». Tout en évitant ces formules extrêmes, Malia emprunte la même voie. Il décrit le communisme comme la mise en œuvre d'une « utopie » contre-nature et interprète l'histoire de l'URSS comme l'extériorisation progressive d'une idéologie pernicieuse : « Dans le monde créé par la révolution d'Octobre, écrit-il, nous n'avons jamais affaire à une *société*, mais toujours à un *régime*, et à un régime « idéocratique⁵⁵ ». Toutes ces approches ramènent le noyau central de l'expérience révolutionnaire à la terreur — la dictature jacobine de l'An I, la dictature bolchevique pendant la guerre civile russe — qu'elles essayent d'expliquer, essentiellement sinon exclusivement, par des catégories telles que psychose, passion, idéologie, violence, fanatisme. En évoquant Tocqueville, Pipes compare la révolution à un « virus⁵⁶ ». Furet la décrit comme le triomphe de l'« illusion de la politique⁵⁷ ». Sur ces prémisses, il a étudié la parabole du communisme comme l'évolution autarcique d'un concept, où l'histoire sociale s'efface pour laisser la place à l'essor et à l'effondrement d'une

53. Richard PIPES, *La Révolution russe* [1990], Paris, Presses Universitaires de France, 1993.

54. Richard PIPES, *ibidem*, p. 736.

55. Martin MALIA, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991* [1994], Paris, Éditions du Seuil, 1995, p. 20.

56. Richard PIPES, *La Révolution russe, op. cit.*, p. 122

57. François FURET, *Penser la Révolution française, op. cit.*, p. 98.

« illusion ⁵⁸ ». S'agissant du communisme, il n'était plus question de distinguer entre la révolution et son « dérapage », comme il l'avait fait dans son premier livre sur la Révolution française : 1789 contre 1793 ⁵⁹. Désormais, la révolution elle-même est interprétée comme un « dérapage ». Pour Furet, le trait majeur du communisme réside en sa nature politico-messianique, en son caractère de « religion séculière » vécue par ses adeptes comme une foi et comme une passion. Nolte saisit le fil rouge qui traverse la première partie du XX^e siècle dans le conflit mortel qui oppose le bolchevisme au national-socialisme, en attribuant au premier la responsabilité d'avoir amorcé la spirale de violence et la dynamique de radicalisation cumulative qui ont débouché sur une guerre d'extermination. Courtois, quant à lui, se limite à réduire le communisme à un simple phénomène criminel. Il procède ainsi à une lecture du passé qui gomme les ruptures de l'histoire, avec son épaisseur sociale et politique, avec les dilemmes et les choix, souvent tragiques, de ses acteurs, pour la comprimer dans une continuité linéaire, celle du communisme totalitaire. La guerre civile russe, la famine, la collectivisation des campagnes, les déportations et le goulag n'ont plus une multiplicité de causes et leur explication échappe même, dans une très large mesure, à leur contexte historique ; ils deviennent les manifestations extérieures d'une même idéologie de nature intrinsèquement criminelle : le communisme. Son acte de naissance remonte au « coup d'État » d'octobre 1917 ⁶⁰. Avec Courtois, le déterminisme idéologique de la révolution-terreur ne connaît même pas un début d'explication, il est tout simplement postulé *a priori*. Staline devient l'exécuteur des projets de Lénine et de Trotski ; ses crimes perdent le caractère « erratique » et « improvisé » que lui attribuent des historiens comme Nicolas Werth ou Arch Getty, pour devenir des massacres soigneusement planifiés. Une idéologie criminelle, le communisme, a été à l'origine de millions de morts : Lénine en fut l'architecte, Staline l'exécuteur. Ces figures s'élèvent ainsi à la hauteur de véritables démiurges qui ne manquent pas de rappeler,

58. Daniel BENSARD, *Qui est le juge ? Pour en finir avec le tribunal de l'Histoire*, Paris, Fayard, 1999, p. 167.

59. François FURET, Denis RICHEL, *La Révolution française*, Paris, Hachette, 1965, 2 vol.

60. Stéphane COURTOIS, « Pourquoi ? », *Le livre noir du communisme*, op. cit., p. 803.

tout en les renversant, les mythes du « chef infaillible » et du « grand timonier » jadis propagés par la vulgate stalinienne. L'historiographie anticommuniste parvient ainsi, comme l'a très pertinemment remarqué Claudio Sergio Ingerflom, à proposer « la version antibolchevique d'une histoire « bolchevisée »⁶¹ ».

Pourfendeur impitoyable des crimes du communisme, Courtois est tellement impétueux dans sa croisade contre le mal du siècle qu'il oublie, sur son chemin, quelques règles élémentaires du comparatisme historique comme la contextualisation d'un fait, la prise en compte de la durée d'un régime, le caractère national ou international des phénomènes confrontés, etc. Pourquoi rappeler que la parabole du national-socialisme s'est achevée en douze ans, alors que l'URSS a existé soixante-quatorze ans ? Pourquoi s'acharner à voir le communisme comme un phénomène pluriel et contradictoire, pourquoi vouloir prétendre que Trotski et Staline, Bela Kun et Enrico Berlinguer, Robert Hue et Pol Pot ne sont pas exactement la même chose ? Pourquoi vouloir distinguer entre le stalinisme et ses victimes communistes ? Pourquoi vouloir distinguer entre un communisme-mouvement et un communisme-régime, entre un communisme utopique et un communisme bureaucratique, entre un communisme libérateur et un communisme oppresseur, entre un résistant antifasciste et un agent du Guépéou⁶² ? Voilà des « complications » que la méthode de Courtois évite soigneusement d'examiner. À ses yeux, le communisme est une idéologie criminogène et une réalité criminelle, identiques à elles-mêmes à toutes les époques et sous toutes les latitudes. Les simplifications méthodologiques de Courtois ont obligé certains historiens qui lui sont très proches, comme Marc Lazar, à prendre leurs distances. Lazar saisit l'« erreur fondamentale » de Courtois dans sa tentative de « privilégier des homologues, qui, dans la réalité, sont rarissimes, au lieu d'établir des analogies », c'est-à-dire, discerner les éléments communs qui peuvent exister chez deux phénomènes

61. Claudio Sergio Ingerflom, « De la Russie à l'URSS », in Michel DREYFUS, Roland LEW (éds), *Le siècle des communismes*, Paris, les Éditions de l'Atelier, 2000, p. 121

62. Le caractère « multiple, polyédrique » du communisme, irréductible à un parti, un mouvement ou un régime, mais fait de l'ensemble de ces éléments, est souligné par Marcello FLORES, *In terra non c'è il paradiso. Il racconto del comunismo*, Milan, Baldini & Castoldi, 1998, p. 10.

globalement distincts comme le communisme et le nazisme⁶³. Là réside toute la différence entre une théorie critique du totalitarisme et ses versions purement idéologiques. Mais ces critiques ne semblent pas ébranler les certitudes de Courtois : il réclame un Nuremberg du communisme et s'en prend à l'« intégrisme de la mémoire » (juive et communiste) qui frapperait tous ceux qui n'approuvent pas sa manière de pratiquer le comparatisme historique. Il suggère aussi que, si son interprétation a choqué un grand nombre de lecteurs et de critiques, cela tiendrait à l'influence néfaste exercée sur la recherche universitaire, jusqu'en 1989, par « la formidable puissance idéologique » du communisme, « portée par un dispositif propagandiste parfaitement rodé depuis la fin des années vingt, et relayé dans l'ensemble de l'opinion publique, y compris universitaire⁶⁴ ». Nous ne sommes pas loin de la psychose maccarthyste du complot, bien saisie, dans un essai de 1950, par Isaac Deutscher. Cet historien britannique avait alors brossé un portrait aigu et subtil de l'ancien communiste transformé, pendant la guerre froide, en pourfendeur forcené du totalitarisme russe, qui semble taillé sur mesure pour l'ex-maoïste Stéphane Courtois :

« Il demeure un sectaire. Il est un stalinien renversé. Il continue de voir le monde en noir et blanc, sauf que les couleurs sont maintenant distribuées différemment. Lorsqu'il était communiste, il ne voyait pas de différences entre les fascistes et les sociaux-démocrates. En sa qualité d'anticommuniste, il ne voit plus de différence entre le nazisme et le communisme. Avant, il acceptait la prétention du parti à l'infailibilité ; maintenant, il se croit lui-même infailible. Ayant déjà été prisonnier de la « plus grande illusion », il est à présent obsédé par la plus grande désillusion de notre époque⁶⁵. »

Hobsbawm avait écrit, au sujet du dernier livre de Furet, qu'il ne s'agissait pas du premier ouvrage de l'ère postcommuniste mais plutôt d'un produit tardif de la guerre froide⁶⁶. Ce jugement vaut bien davantage pour Courtois, chez qui il ne reste, de Furet, que l'anticommunisme, débarrassé de la sobriété, de l'érudition et du

63. Marc LAZAR, « *Le Livre noir du communisme* en débat », *Communisme*, 2000, n° 59-60, p. 21-22.

64. Stéphane COURTOIS, « *Le Livre noir* et le travail historique sur le communisme », *ibidem*, p. 95.

65. Isaac DEUTSCHER, « The Ex-Communists Conscience » [1950], *Marxism, Wars and Revolutions. Essays from Four Decades*, Verso, London, 1984, p. 53-54.

66. Eric HOBBSAWM, « Histoire et illusion », *Le Débat*, 1996, n° 89, p. 138.

goût de la narration historique qui faisaient la qualité des travaux de l'historien de la Révolution française.

Si Courtois se borne à exhumer des vieux clichés anticommunistes, le problème de la comparaison entre nazisme et stalinisme reste ouvert. Cela renvoie à l'interprétation de la Révolution russe, à l'analyse des violences de la guerre civile qui a ravagé l'ancien Empire tsariste entre 1918 et 1922, au rapport entre la révolution et le stalinisme. Ces questions continuent de diviser les chercheurs et il serait inacceptable d'opposer aux lectures idéologiques de l'historiographie anticommuniste un historicisme marxiste tout aussi apologétique. La tentation existe, chez certains historiens et politologues communistes, de renverser le schéma noltien et de présenter le stalinisme comme le produit, excessif et regrettable, criminel dans ses aboutissements extrêmes, mais somme toute dérivé et réactif, de la lourde menace fasciste qui pesait sur l'existence même de l'URSS et dont le *Blitzkrieg* de 1941 serait la preuve la plus évidente⁶⁷. L'isolement de la Révolution russe pendant la période de l'entre-deux-guerres, encerclée par un monde capitaliste hostile, fut un fait bien réel, mais invoquer cette réalité pour justifier la répression policière, les procès de Moscou, la grande famine en Ukraine et le goulag, signifie tout simplement remplacer l'interprétation historique par l'idéologie⁶⁸. Si la réalité de la guerre civile européenne n'autorise pas les explications monocausales du national-socialisme, elle n'admet pas davantage celles du stalinisme. Et si une distinction doit être faite entre la Terreur révolutionnaire, née de la guerre civile et alimentée par la violence de la contre-révolution, et la terreur stalinienne, déclenchée, comme une « révolution d'en haut », à l'intérieur d'un pays pacifié et non menacé par une agression militaire extérieure⁶⁹, cela n'évacue absolument pas le

67. Domenico LOSURDO, *Il revisionismo storico*, *op. cit.*, p. 238. Une forme analogue d'historicisme apologétique se trouve aussi dans plusieurs travaux d'Isaac Deutscher.

68. Une telle approche apologétique est sous-jacente à plusieurs écrits d'un historien par ailleurs auteur de contributions remarquables comme Domenico LOSURDO (cf. notamment *Marx e il bilancio storico del Novecento*, Gaeta, Bibliotheca, 1993).

69. Cf. Nicolas WERTH, « Un État contre son peuple », *Le livre noir du communisme*, *op. cit.*, p. 293.

problème central de la politique bolchevique pendant toute la première phase du processus révolutionnaire.

Le marxisme constituait l'arrière-plan culturel partagé, avant la Première Guerre mondiale, tant par le bolchevisme russe que par la social-démocratie allemande, tant par Lénine et Trotski que par Karl Kautsky et Juli Martov, autrement dit, tant par les futurs révolutionnaires que par les futurs critiques socialistes de la révolution russe⁷⁰. Il n'est pas inutile de rappeler, à ce propos, que Lénine se considéra, jusqu'en 1914, comme un disciple de Kautsky, dont il voulait appliquer les théories à l'analyse de la réalité russe. Ce constat suffit à rejeter l'interprétation de Nolte et Courtois qui postulent un engendrement idéologique de la guerre civile en Russie. La suppression de l'Assemblée constituante, la censure, la répression des oppositions, les exécutions ordonnées par les tribunaux révolutionnaires, la création des premiers camps de travail, dès 1919, et la répression de Kronstadt, deux ans plus tard, ne découlaient pas naturellement du marxisme comme les lois de Nuremberg et Auschwitz s'inscrivaient avec cohérence dans la *Weltanschauung* raciste et biologique du national-socialisme. Cela dit, le problème de la terreur demeure intact. La rapidité avec laquelle prit forme en Russie une dictature politico-militaire, un régime de parti unique théorisant et pratiquant la violence comme moyen de construction d'une société nouvelle, ne manque pas d'étonner. L'intensité de la répression avec laquelle ils réduisirent au silence toute critique — y compris les critiques venant de l'intérieur même du camp révolutionnaire (Martov) — ne s'explique qu'en partie par le contexte historique, par les violences de la contre-révolution et la menace représentée par la coalition militaire antisoviétique ; elles ne peuvent que soulever des interrogations quant au rôle de l'idéologie dans la formation du totalitarisme soviétique. Les violences de la guerre civile russe tiennent, en premier lieu, à la brutalisation de la vie politique engendrée par la Première Guerre mondiale dans un pays arriéré, dépourvu de toute tradition démocratique, et à la confrontation sanglante entre des forces sociales et politiques antagoniques qui caractérise toute expérience historique révolutionnaire : il n'y a pas de révolution sans violence ni terreur, les révolutions sont des

70. Cet aspect est bien souligné par Claude LEFORT, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 59-64.

« furies » dont l'intelligibilité est irréductible aux normes abstraites du libéralisme et du positivisme juridique. À l'instar de la « levée en masse » et de la guerre de Vendée, la Tchéka et le communisme de guerre furent le produit, selon Arno J. Mayer, d'un contexte tragique dans lequel « la panique, la peur et le pragmatisme s'amalgamaient à l'hubris, à l'idéologie et à une volonté d'acier⁷¹ ». La Terreur rouge répondait à la Terreur blanche, dans un contexte de violence sociale endémique, avec sa spirale de radicalisation, d'outrance et d'excès, qu'elle canalisait. Dans ce climat de guerre civile, l'idéologie et le radicalisme des forces révolutionnaires ont apporté leur contribution à l'édification d'un régime autoritaire, antidémocratique, incompatible avec les aspirations émancipatrices à l'origine du soulèvement de 1917. Le culte de la violence comme « accoucheuse » de l'Histoire, une profonde sous-estimation de la place du droit dans un nouvel État révolutionnaire, une vision normative de la dictature comme instrument de transformation sociale, des fuites en avant volontaristes infligeant parfois des blessures profondes au corps social : voilà des éléments qui ne découlent pas spontanément du contexte matériel mais qui furent plutôt la réponse apportée par les bolcheviks à ce contexte. L'idéologie et le fanatisme eurent leur part dans la terreur rouge — un ouvrage de Trotski comme *Terrorisme et communisme* (1920) en fut la systématisation la plus cohérente⁷² — de la même façon qu'ils avaient joué un rôle — Marx en fut l'un des premiers critiques⁷³ — dans la terreur jacobine. Lorsque Lénine présentait la suspension du droit comme le dépassement de la « démocratie bourgeoise » et que Trotski identifiait le travail forcé avec la dictature du prolétariat, la violence avait perdu son caractère spontané et émancipateur pour se transformer en *système de gouvernement* justifié au nom de la raison d'État⁷⁴. La terreur froide du stalinisme, matérialisée par la dékoulakisation et par les grandes purges des années trente, ne peut

71. Arno J. MAYER, *The Furies. Violence and Terror in the French and Russian Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 234.

72. Léon TROTSKY, *Terrorisme et communisme* [1920], Paris, UGE, 10/18, 1974.

73. Voir François FURET, *Marx et la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1986.

74. Elfriede MÜLLER, « Die Bolschewiki und die Gewalt », *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*, 1998, n° 15, p. 157-158, 183.

cache le fait que les bases du totalitarisme soviétique furent jetées sous la dictature de Lénine et Trotski, pendant la guerre civile et le communisme de guerre. Le fait que ce résultat fut en contradiction avec leurs buts ne modifie en rien la portée objective de leurs actes. Ce fut à un partisan de la révolution d'Octobre, le communiste libertaire Victor Serge, d'en tirer ce bilan au début des années trente⁷⁵. Nier cette évidence signifie affaiblir, voire décrédibiliser toute critique du nouveau paradigme historique anticommuniste incarné par Nolte, Furet et Courtois.

Ce paradigme se décline sous différentes formes. Nolte en fait une clef de lecture du siècle, entièrement interprété sous le signe de la guerre civile (européenne d'abord, mondiale ensuite). Sa vision est certes la moins recevable sur le plan politique, mais sans doute la plus intéressante sur le plan historiographique, dans la mesure où elle place le conflit entre fascisme et communisme au cœur de l'histoire du XX^e siècle. L'anticommunisme libéral de Furet, en revanche, est celui qui adhère le plus au *Zeitgeist* dominant. Après avoir postulé, par une équation philosophiquement et historiquement discutable, l'identité du capitalisme et de la démocratie, il tend à réduire le fascisme et le communisme à une parenthèse sur le chemin inéluctable de la démocratie libérale.

« Le plus grand secret de complicité entre bolchevisme et fascisme, écrit-il, reste pourtant l'existence de cet adversaire commun, que les deux doctrines ennemies réduisent ou exorcisent par l'idée qu'il est à l'agonie, et qui pourtant constitue leur terreau : tout simplement la démocratie⁷⁶. »

Courtois, le moins profond des trois auteurs, se limite à affirmer l'identité substantielle du communisme et du national-socialisme, deux régimes totalitaires fondés sur la même volonté exterminatrice d'une classe et d'une race ennemies (la bourgeoisie pour l'une, les Juifs pour l'autre). Il revendique ainsi une démocratie libérale non seulement affranchie de l'un de ses

75. Cf. Victor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1951, p. 294.

76. François FURET, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 39. Voir, sur ce point, la critique rigoureuse de Denis BERGER et Henri MALER, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet*, Paris, Éditions du Félin, 1996, ch. I, p. 17-57. Daniel BENSÂID a perçu, dans la « désillusion du communisme » décrite par Furet, « l'apologie négative d'un libéralisme imaginaire » qui se conclut « dans la résignation vaguement mélancolique à l'éternité du libéralisme réellement existant » (*Qui est le juge ?*, p. 166).

éléments constitutifs — l'antifascisme — mais directement fondée sur l'anticommunisme. Ressentiment national-conservateur (Nolte), esprit de revanche d'un croisé tardif de la guerre froide (Courtois), congé historique de la révolution par un intellectuel qui a fait du capitalisme libéral l'horizon indépassable de notre époque (Furet) : voilà les trois variantes du nouveau paradigme historique anticommuniste.

Aucune de ces trois variantes ne peut saisir la différence radicale qui sépare communisme et fascisme, en dépit de leurs aboutissements criminels, à certains égards analogues, et des affinités formelles de leurs systèmes de domination. Le cortège d'oppression et de mort qui a accompagné toute la parabole du stalinisme n'efface pas les racines du communisme dans l'héritage des Lumières et du rationalisme humaniste du XVIII^e siècle, dont le marxisme a été l'une des prolongations dans les deux siècles suivants. L'appropriation — et la falsification — de ce courant de pensée par le stalinisme, une de ses dérivations au XX^e siècle, pose certes une interrogation au sujet de ses filiations possibles et révèle ses apories, mais n'efface ni son rôle dans la plupart des grands mouvements libérateurs de ce siècle, ni le fait que ce fut souvent au nom de ses principes et de ses valeurs que le stalinisme fut contesté et combattu. Le fascisme et surtout le national-socialisme, sa composante la plus radicale, constituent en revanche, en dépit du scientisme et du culte de la modernité technique et industrielle qui les caractérisent, l'aboutissement extrême des Contre-Lumières, d'un mouvement global de destruction de l'idée universelle d'humanité forgée par l'*Aufklärung*. « L'année 1789 sera rayée de l'histoire », déclarait Joseph Goebbels lors de l'avènement du nazisme en Allemagne⁷⁷. Le communisme s'attaquait à l'exploitation capitaliste et à la domination politique de la bourgeoisie, tout en se revendiquant des idées de liberté, d'émancipation, de démocratie et des droits de l'homme. Les fascismes ne voulaient pas détruire le capitalisme, ils opposaient la figure du chef et le principe d'autorité à la démocratie et à la souveraineté populaire, l'ordre et la hiérarchie à la liberté et au droit, la nation, voire la race, à l'individu et à l'humanité. La rationalité instrumentale qui est au cœur des violences du monde

77. Cité in Karl-Dietrich BRACHER, *La dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse, Privat, 1986, p. 31.

moderne — des guerres totales aux bombes atomiques, de l'univers concentrationnaire à l'extermination administrative et industrielle — n'enlève rien à cette différence fondamentale. Toute théorie du totalitarisme incapable de la reconnaître se condamne à ne pas comprendre le siècle qui vient de s'écouler.

Université de Picardie-Jules Verne